

# Bretagne : pacte d'avenir alternatif et élargissement du Front de Gauche

par Olivier Coquelin, association Front de Gauche Pays Bigouden

## 1. Pour un Pacte d'avenir progressiste et écologique

Dans un entretien accordée au magazine *Marianne* en novembre dernier, le démographe et historien Emmanuel Todd rappelle, en lien avec la « révolte bretonne », l'ambiguïté dans laquelle naissent toujours les révolutions.<sup>1</sup> A commencer par la Révolution française dont les prémises prirent la forme d'une révolte des parlements au nom d'une idéologie nullement progressiste : celle visant à rétablir les prérogatives traditionnelles d'une noblesse évincée du pouvoir sous Louis XIV. Révolte que certains historiens ont dépeint sous les traits d'une *réaction aristocratique*, laquelle allait déboucher en 1788 notamment sur une émeute, connue comme la « Journée des Tuiles de Grenoble », déclenchée à la faveur d'une alliance que l'on peut qualifier de contre-nature entre les parlementaires aristocrates et le peuple victime de la crise économique qui sévissait à l'époque, et écrasé par un système fiscal on ne peut plus injuste.

S'il n'est pas toujours très pertinent d'établir des parallèles entre deux époques, force est néanmoins de constater que la dite « révolte des bonnets rouges » (version 2013) présentent quelques similitudes avec la situation qui précéda l'avènement de la Révolution française. Ainsi en est-il en particulier de cette alliance également contre-nature entre un patronat et des agriculteurs productivistes – soucieux de maintenir, voire d'amplifier un système de développement à l'origine de la crise sociale, économique et environnementale actuelle –, et des travailleurs, salariés ou non, pourtant victimes de ces derniers par maints aspects.

Se pose alors la question de savoir comment sortir de cette ambiguïté et infléchir la révolte salariale et populaire vers les positions progressistes et écologiques qui sont les nôtres. Ne faudrait-il pas, pour ce faire, prendre pour base le fameux « Pacte d'avenir pour la Bretagne » pour en dénoncer d'abord le caractère conservateur – poursuite du modèle productiviste porteur de la présente crise – puis proposer un contre-pacte fondé cette fois sur nos propositions (planification écologique, éco-socialisme...) ? Certes, un premier pas en ce sens a déjà été franchie, via une pétition initiée par le Collectif des associations environnementales bretonnes.<sup>2</sup> A cela s'ajoutent des propositions alternatives formulées notamment par le Parti de Gauche, le Collectif des associations environnementales bretonnes et la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.<sup>3</sup> Sauf qu'une pétition et des revendications exprimées en ordre dispersé ne sauraient suffire à faire fléchir les pouvoirs publics. Plutôt que d'attendre un hypothétique infléchissement du gouvernement, il serait à mon sens plus judicieux d'établir nous-mêmes (indépendamment de nos directions nationales respectives) un projet alternatif un tant soit peu circonstancié que nous porterions haut et fort par voie de mobilisations massives.

1 [http://www.marianne.net/Emmanuel-Todd-Les-bonnets-rouges-une-chance-pour-la-France\\_a233812.html](http://www.marianne.net/Emmanuel-Todd-Les-bonnets-rouges-une-chance-pour-la-France_a233812.html)

2 [https://secure.avaaz.org/fr/petition/Bretagne\\_Pour\\_un\\_pacte\\_davenir\\_ecologique\\_et\\_solidaire/?copy](https://secure.avaaz.org/fr/petition/Bretagne_Pour_un_pacte_davenir_ecologique_et_solidaire/?copy)

3 <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/communiqu/pacte-d-avenir-bretagne-25886> ; [http://www.eau-et-rivieres.asso.fr/media/user/File/Actu2013/position\\_collectif\\_envt\\_pacte\\_avenir.pdf](http://www.eau-et-rivieres.asso.fr/media/user/File/Actu2013/position_collectif_envt_pacte_avenir.pdf) ; <http://www.ess-bretagne.org/actualites-rediffusees/2923-pacte-davenir-pour-la-bretagne-les-propositions-de-less-.html>

Il conviendra, dans cette perspective, d'œuvrer pour l'organisation de grands rassemblements, en étroite collaboration avec des syndicats de travailleurs (CGT, FO, SUD...), des associations de protection de l'environnement et de l'ESS, et, si possible, d'autres organisations politiques, tels le NPA et EELV. Ces manifestations pourraient ainsi servir de vitrine à ce contre-pacte progressiste et écologique, à travers lequel il nous sera aussi possible de revendiquer « le droit à l'expérimentation » (et notamment d'un modèle de développement agricole alternatif), comme le font si bien les patrons du Comité de convergence des intérêts bretons (CCIB) à l'aune de leurs propres valeurs.<sup>4</sup>

Tout cela renvoie aux questions suivantes : comment élaborer ce pacte alternatif ? Via la formation d'une commission chargée de le rédiger ? Comment se composera cette commission ? De délégués de chaque association du FdG du Finistère, voire des autres départements bretons, en collaboration avec des délégués départementaux des syndicats, d'associations de protection de l'environnement et de l'ESS, et d'autres formations politiques ? Enfin, où, quand et avec qui organiser de grands rassemblements / manifestations destinés à faire pression sur le gouvernement et à propager le plus largement possible le contenu de ce pacte alternatif, progressiste et écologique ?

Le débat est donc lancé...

Dernier point sur ce thème : au-delà de sa dimension purement revendicative, pareil mouvement de masse pourrait aussi avoir pour conséquence d'impulser un élargissement du FdG, au niveau local, à des organisations ne relevant pas du domaine politique *stricto sensu*.

## **2. Pour un élargissement du FdG au niveau local**

Depuis quelques temps maintenant, les débats traversent les rangs du FdG à propos de son élargissement ou pas à des formations issues du mouvement social.<sup>5</sup> Pour ma part, je plaide en faveur d'une très large intégration au sein du FdG ; ce d'autant plus que celui-ci n'est pas un parti politique, tel qu'on l'entend traditionnellement, mais un mouvement ouvert à tout collectif et individu aspirant à ou œuvrant pour une transformation sociale et écologique radicale. Ce qui non seulement inclut les syndicats, mais aussi les think tanks (je pense, entre autres, à la Fondation Copernic ou au Réseau salariat de Bernard Friot) et les associations fédérant les structures ou expériences socio-économiques d'essence non-capitaliste (je pense, entre autres, à la Confédération générale des SCOP). De la sorte, nous aboutirions à une forme de « travaillisme » originel, rénové et élargi (pour rappel, le parti travailliste anglais, créé en 1906, se voulait à l'origine l'émanation politique du mouvement syndical : autrement dit, les députés travaillistes avaient pour tâche de porter les revendications syndicales aux Communes de Londres). Le rôle des élus FdG se situeraient

---

<sup>4</sup> [http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/16/ces-patrons-a-l-origine-des-bonnets-rouges\\_3514915\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/16/ces-patrons-a-l-origine-des-bonnets-rouges_3514915_823448.html)

<sup>5</sup> Voir notamment le débat intitulé « Force politique et mouvement social » lancé par le nouveau courant du FdG, Ensemble : Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire, <http://www.ensemble-fdg.org/content/d%C3%A9bat-force-politique-et-mouvement-social>

ainsi à deux niveaux :

- un premier niveau fondé sur le court terme, dans lequel les élus FdG se feraient les porte-voix des revendications syndicales, avec pour objectif d'améliorer le sort immédiat des salariés dans l'attente de changements plus fondamentaux ;

- et un second fondé sur le moyen et long terme, dans lequel ils se feraient les porteurs des projets des think tanks de la gauche radicale et des modes d'organisations socio-économiques alternatifs issus notamment de l'économie sociale et solidaire, avec pour objectif cette fois de sortir graduellement du capitalisme.

Pour ce qui est du cadre géographique, là encore, je pense qu'il conviendrait de tirer profit de l'agitation qui secoue actuellement la Bretagne pour enclencher ce mouvement d'élargissement au niveau local (c'est-à-dire au niveau départemental, voire régional). Outre les syndicats, des associations, tels le Collectif des associations environnementales bretonnes et la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, pourraient ainsi rejoindre nos rangs, en vue de donner encore plus de poids à leurs revendications spécifiques (à condition bien sûr qu'elles soient en adéquation avec les nôtres). Quant à la sphère théorique, il serait peut-être bon de créer un think tank progressiste à l'échelle régionale, afin de contrebalancer l'Institut de Locarn et le Club des Trente – think tanks patronaux d'obédience libérale qui, à ce jour, tendent à s'approprier la parole bretonne en termes de desseins économiques et sociaux.

En fait, cette initiative, menée indépendamment du « sommet » ou du « centre », ne ferait que se situer dans le droit fil de notre conception « horizontale » de la démocratie, au sens où elle émanerait de la « base » dans l'espoir que d'autres mouvements locaux lui emboîtent le pas.

Dernier point pour conclure : cette « régionalisation » de la lutte que je propose ne s'inscrit nullement dans une perspective politiquement autonomiste, mais vise au contraire à servir d'exemple aux autres régions et territoires de l'Hexagone – au même titre que la révolution citoyenne, sociale et écologique appelée de nos vœux à l'échelle nationale a aussi pour ambition d'entraîner dans son sillage les autres nations européennes.

Une chose est certaine, quoi qu'il en soit : on ne peut se permettre le luxe de demeurer inertes en cette période troublée ...